

Richard Wolff : La nouvelle hiérarchie atlantique – L'Europe, d'alliée à vassale

Le professeur Richard Wolff aborde les questions liées à l'économie d'un ordre mondial en déclin, à la dérive autoritaire des États-Unis et à l'Europe devenant un vassal d'un système tributaire américain. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous avons aujourd'hui le grand plaisir d'accueillir le professeur Richard Wolff pour parler du bouleversement de l'ordre mondial actuel. Beaucoup évoquent une possible rupture entre les États-Unis et l'Europe. Mais, au fond, il faut d'abord comprendre les bases de l'ordre établi après mille neuf cent quarante-cinq. À ce sujet, vous avez récemment publié un excellent article, et c'est justement ce dont j'aimerais discuter avec vous aujourd'hui. Autrement dit, si l'on revient à la formation de ce qu'on appelle l'Occident politique, comment voyez-vous la façon dont l'ordre mondial d'après mille neuf cent quarante-cinq s'est construit ?

#Richard Wolff

Eh bien, je dirais que tout cela s'est joué – si je devais en donner une vue d'ensemble – comme une transition d'un empire à un autre. Ou peut-être, pour être un peu plus précis, comme l'affirmation complète de l'empire américain, qui était déjà en train d'émerger de toute façon. La rivalité entre les puissances coloniales a été un processus long et amer, qui, à mon sens, a culminé avec la Première Guerre mondiale, puis, très vite, avec une sorte de prolongement, la Seconde Guerre mondiale. Et le résultat final de ces guerres cataclysmiques, ça a été, en gros, la fin, la fin absolue, de l'Empire britannique. Mais de la même manière, il ne restait plus rien non plus, après ces deux guerres, de l'Empire allemand, de l'Empire français, belge, néerlandais, peu importe comment on veut le dire... sans parler de la disparition plus ancienne des empires espagnol et portugais, et ainsi de suite.

De cette catastrophe, les États-Unis sont sortis relativement indemnes. La protection offerte par deux océans — l'Atlantique face à l'Europe et le Pacifique face au Japon — a joué un rôle énorme. Et puis, à l'époque, la technologie militaire n'était pas encore capable de gérer de grandes distances. Pour le dire simplement : pas encore de missiles, pas encore de drones. Les océans ont donc été très, très utiles. Vous savez, les Américains ont appris qu'une bombe avait été larguée sur Pearl Harbor, au début de la Seconde Guerre mondiale pour eux, mais c'est tout. Aucune autre bombe n'

est jamais tombée. Aucune usine n'a été détruite. Aucune voie ferrée n'a été touchée. Aucune ville n'a dû être reconstruite.

Et en fait, pour rendre l'ironie encore plus forte, c'est la guerre, la Seconde Guerre mondiale, qui a sorti les États-Unis de la Grande Dépression. L'économie s'est considérablement renforcée grâce à la guerre, et non l'inverse. D'ailleurs, c'est quelque chose qui aurait dû rester dans les esprits, parce que cela aurait pu amener certains à imaginer, ou au moins à se poser la question : est-ce que la guerre en Ukraine pourrait avoir un effet similaire pour la Russie ? Plutôt que d'être uniquement une activité destructrice, ou peut-être un peu des deux ? En tout cas, les États-Unis ont décollé. Et je devrais préciser que je suis un enfant de cette époque. J'ai vécu toute ma vie ici, aux États-Unis, pendant cette période d'abondance, de mille neuf cent quarante-cinq jusqu'à, disons, deux mille dix ou deux mille quinze.

#Richard Wolff

J'appellerais ça la montée, le triomphe, puis l'apogée de l'empire américain. Et le seul, le seul — et je force un peu le trait en disant "menace" — ce n'en était pas vraiment une, mais on a fait comme si c'en était une dans ce pays, c'était l'Union soviétique. Ce n'a jamais été une menace économique, ni vraiment une menace d'un autre type. Mais aux États-Unis, à cause des origines mêmes de notre nation, marquées par deux siècles d'un génocide brutal contre les populations autochtones, il faut comprendre que cela a laissé, encore aujourd'hui, des cicatrices très profondes dans la psyché du peuple américain. Nous sommes un pays qui, plus que d'autres, a sans cesse besoin d'un ennemi féroce contre lequel se dresser.

C'est une façon de justifier le fait que, dans cette histoire, les Européens ont été les véritables sauvages face aux peuples qu'ils ont découverts ici. Mais pour pouvoir mener à bien ce qu'ils voulaient faire, ils ont dû inverser cette image, psychologiquement. Quoi qu'il en soit, c'est une période où l'empire américain devait se présenter comme engagé dans une lutte contre un ennemi sauvage. Cet ennemi, c'était l'Union soviétique, et les partis communistes qui lui étaient alliés, y compris aux États-Unis. Il faut se rappeler qu'à la sortie de la Grande Dépression, les partis socialistes et communistes étaient devenus des forces très puissantes, des institutions importantes dans ce pays. Et après la guerre, c'est devenu la grande question politique du moment.

Le monde des affaires, le monde religieux, toutes les communautés conservatrices de ce pays se sont mobilisées contre le communisme, présenté comme une sauvagerie sans fin, une sorte de retour archaïque à l'horreur dictatoriale, face à laquelle les États-Unis incarnaient la démocratie éclatante, porteuse de lumière. C'était aussi tranché que vous pouvez l'imaginer. On est allés très loin. Par exemple, je suis moi-même le produit des grandes écoles d'élite d'ici. J'ai étudié à Harvard, à Yale et à Stanford, les seules institutions que j'ai fréquentées. C'est un peu comme Oxford et Cambridge en Angleterre, tout ça. On ne nous a jamais rien enseigné sur le socialisme ou le communisme. Et quand ces sujets étaient abordés, c'était de façon brève et condescendante. Quand je raconte ça à mes amis européens, ils me regardent toujours avec étonnement.

J'ai fait mon doctorat à Yale, et on ne m'a jamais fait lire un seul mot de Karl Marx. Pas nécessaire. Rien d'utile là-dedans. Aucune critique qui vaille la peine d'être examinée. Pas de tradition. Pas de littérature. Pas d'expérience. Rien. Juste un besoin de diaboliser. Vous le voyez bien dans cette génération. Saddam Hussein, c'est Hitler. Monsieur Poutine, en Russie, c'est juste un autre Staline. C'est ce besoin de faire ça. Et tout ça s'est finalement mêlé à l'idée de l'exceptionnalisme américain, cette conviction que nous sommes différents. Que nous allons apporter notre bonté ultime, non seulement pour vaincre la sauvagerie autour de nous — pensez à l'arrivée des Européens aux seizième et dix-septième siècles — mais aussi pour les vaincre et les remplacer par des copies de nous-mêmes.

Nous allons tout mettre sur la table. Et cette destruction, ce sera celle de l'Union soviétique, et celle des partis communistes partout dans le monde, en commençant chez nous. C'est ce que nous avons fait. Pendant soixante-dix ans, les Européens ont eu peur des communistes chez eux, en se souvenant du rôle qu'ils avaient joué dans la résistance à Hitler et dans l'opposition au nazisme. Vous savez, ma famille, à moitié française et à moitié allemande, regorge d'histoires à ce sujet. J'ai grandi avec ça, même si j'ai grandi aux États-Unis. Ma mère est née à Berlin, et mon père, en France.

J'avais donc ce lien culturel. Comment dire... j'étais plongé dans les modes de pensée européens. Et les États-Unis sont devenus le leader. Ils allaient aider les Européens à se débarrasser des communistes. Puis, avec les Européens, ils allaient submerger — ou, s'ils ne pouvaient pas submerger, au moins contenir — l'Union soviétique. George Kennan disait : nous allons les contenir comme une sorte de maladie autour de laquelle on construirait un mur. Cette métaphore revient sans cesse dans la culture américaine. Et si je prends le temps de l'expliquer un peu comme ça, c'est parce que — et c'est vraiment essentiel — je suis maintenant convaincu, même s'il m'a fallu du temps pour l'être, que cette période est terminée pour les États-Unis. Nous avons entamé un véritable processus de déclin. C'est cumulatif. Et ça s'aggrave, jour après jour, semaine après semaine, mois après mois.

Et on est arrivé, je crois, à un moment historique dans cette confrontation. D'un côté, il y a l'Iran, qui dit non, et qui parvient à faire respecter ce non. Et pas seulement à le faire respecter, parce que, d'une certaine manière, le Vietnam l'a fait. L'Afghanistan aussi, d'une certaine manière. Même l'Irak, dans un sens. Mais là, c'est différent. Parce que ce que ça affirme, c'est qu'un petit pays, relativement parlant, un pays du Sud global, un ancien territoire colonial... eh bien, dans cet univers anticolonial dans lequel on vit aujourd'hui, fruit d'un siècle de luttes anticoloniales, l'une de ces anciennes colonies s'est levée. Et elle ne s'est pas seulement détachée, elle s'est retournée pour dire : nous allons désormais réorganiser le développement économique mondial, en le détournant de son eurocentrisme, pour aller vers quelque chose de nouveau.

Et je le vois surtout ici, dans l'angoisse, au plus haut niveau des États-Unis, à l'idée que ce petit pays puisse avoir quoi que ce soit de nucléaire. Mais encore plus, à l'idée qu'il puisse contrôler un aspect crucial du marché mondial du pétrole, du commerce maritime mondial. C'est lui qui décidera qui peut

passer. C'est lui qui fixera les droits à payer. Vous savez, l'Iran, si on y pense, en mille neuf cent cinquante-trois, découvre qu'il fait partie de ces endroits où le sous-sol regorge de pétrole. Et ils veulent le développer, comme tout le monde à cette époque. Mais c'était un territoire colonial, ou semi-colonial. Ils ne pouvaient pas. Et puis Mossadegh a essayé... il a essayé de dire : nationalisons, faisons en sorte que le pétrole serve au pays.

Non, les grandes compagnies pétrolières, BP et toutes les autres, Shell et toutes les... non, non, non, non, non. Et la CIA et le MI6 ont nettoyé tout ça, ils ont écarté M. Mossadegh, installé le Shah pour une génération, afin de montrer que nous, en Europe, irons là où se trouve le pétrole, pour le gérer pour le monde entier et en tirer profit. Votre rôle, c'était de payer le prix qu'on vous imposait. Et maintenant, ils vont changer ça. Ils vont dire : non, non, c'est nous, dans le Sud global, qui allons le faire. C'est, je pense, monumental. Et ce chaos incroyable, vraiment incroyable, à Washington, qu'on a vu ces dernières soixante-quatorze heures, dépasse tout ce à quoi on était habitués. Je veux dire, on était en pleine nouvelle négociation. Et ça devenait de mieux en mieux.

Et justement, au moment culminant, quand les délégués iraniens se dirigent vers Doha, les États-Unis commencent à bombarder l'Iran, Israël, le Liban. On n'y comprend plus rien. C'est tellement insensé qu'on ne sait même plus comment réagir. Mais je pense — pardon d'être un peu long — qu'on assiste à un changement. Et j'ai trouvé remarquable que, lorsque Trump a rendu visite à Xi Jinping, ce soit Xi Jinping qui parle à l'Occidental de Thucydide, ce grand penseur grec qui a cherché à comprendre la transition de l'empire d'Athènes à celui de Sparte, et ce que cela signifiait. Sommes-nous à nouveau dans un de ces moments-là ? C'était sans espoir. On ne peut pas éduquer cet homme, monsieur Trump. Mais c'était un moment marquant — une reconnaissance du fait que les Chinois, eux aussi, comprennent ce qui se passe.

#Glenn

Ce qui est intéressant, c'est la façon dont les empires européens ont été remplacés. Parce qu'on peut remonter au début du seizième siècle, quand les puissances maritimes européennes ont commencé à relier le monde par des moyens impériaux. Bien sûr, tout cela a été relancé plus tard par la Révolution industrielle, qui a donné de nouvelles capacités. Mais après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'Union soviétique ont tous deux présenté leur démarche de décolonisation dans le langage des libertés humaines. Pourtant, dans une large mesure, après avoir démantelé les empires européens, les États-Unis comme l'Union soviétique ont construit les leurs. Puis, on a vu l'Union soviétique s'effondrer. Et maintenant, eh bien, comme vous le dites, je pense qu'il est assez évident que les États-Unis sont — sinon en déclin absolu, ce qui est possible aussi — du moins en déclin relatif par rapport aux autres puissances du système.

Mais qu'est-ce que ça veut dire, exactement ? Par quoi ça serait remplacé ? Parce que, comme vous le dites, les Iraniens contrôlent maintenant le détroit d'Ormuz. Ils peuvent, plus ou moins, commencer à dicter la manière dont les États doivent se comporter dans la région — s'ils vont avoir accès ou non, qui peut accueillir des bases, dans quelle monnaie ils doivent vendre leur pétrole, s'ils

imposent des sanctions aux Iraniens ou s'ils les menacent. Mais on voit la même chose ailleurs. Les Russes et les Chinois construisent ou développent le corridor arctique. Les Chinois, eux, développent des technologies concurrentes, parfois même de pointe, de nouveaux corridors de transport avec l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie, de nouvelles banques de développement. Ils commercent dans leurs propres monnaies, mettent en place de nouveaux systèmes de paiement. Alors, est-ce qu'on assiste à la naissance de nouveaux empires ? Ou bien, selon vous, est-ce que c'est quelque chose de fondamentalement différent ?

#Richard Wolff

Je ne sais pas. Mais je pense qu'à ce stade, cette question aura plus de poids qu'elle n'en a jamais eu. Avant, elle n'était pas vraiment posée, ou alors seulement par quelques personnes, et très brièvement. Aujourd'hui, je crois que ce sera un peu différent, pour plusieurs raisons. Le risque d'une guerre nucléaire, comme conséquence d'une erreur, ce n'est pas un détail. C'est une contrainte qui agit à presque tous les niveaux. Pas qu'on ne puisse pas l'ignorer, mais c'est une contrainte très forte. Je vois aussi tout ça dans une continuité historique. L'horreur de la Première Guerre mondiale a provoqué la création de ce qu'on a appelé la Société des Nations. Et l'horreur de la Seconde Guerre mondiale, survenue si peu de temps après la première, a donné une impulsion plus forte à ce qu'on a appelé les Nations unies. Oui, les deux se sont effondrées — la Société des Nations littéralement, et les Nations unies, presque de la même façon.

Je pense que les Chinois auront devant eux, tout comme la communauté élargie des BRICS, un choix à faire. Allons-nous devenir, créer, adopter un nouvel empire — un empire de l'Est ? Ou bien sommes-nous capables d'essayer de faire mieux, de construire une communauté mondiale multilatérale plus aboutie que tout ce qui a existé jusqu'ici ? Nous en avons les moyens techniques. Nos niveaux de communication sont bien plus avancés qu'ils ne l'étaient à la fin de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale, et ils continuent de progresser. C'est possible. Mais est-ce que les gens saisiront cette opportunité ? Est-ce qu'ils la verront comme une véritable alternative ? J'espère que oui. Ne serait-ce que comme une alternative à un niveau de conflit et de tension qui est déjà, au moins de ce côté-ci de l'Atlantique, une réalité. Ici, on en parle tout le temps : le niveau de tension, le niveau de conflit, l'hostilité dans les relations entre Républicains et Démocrates, entre le Sud et le Nord.

Nous avons toujours eu des divisions, mais elles sont exagérées. Elles sont amplifiées. Elles sont d'une intensité incroyable. Monsieur Trump est passé d'une popularité assez large à un rejet tout aussi large. Je ne sais pas jusqu'où ça ira, mais c'est déjà allé plus loin que ce que j'imaginai. Même sa propre base est en plein conflit interne, et tout indique que ça va s'aggraver d'ici les prochaines élections, qui ne sont plus qu'à quelques mois maintenant. Je pense aussi que les tensions militaires sont très, très importantes. Et je ne parle pas seulement de l'Iran ou de l'Ukraine. Je parle de toutes les guerres qui se profilent : la folie autour de Taiwan, les menaces venant de Cuba, les tensions qui continuent de monter au Venezuela. Et puis, laissez-moi évoquer quelque chose qui pourrait vous sembler secondaire, mais je ne crois pas que ça le soit.

Depuis six mois, les États-Unis ciblent et exécutent systématiquement des pêcheurs dans les Caraïbes et sur la côte est de l'océan Pacifique, en Amérique latine. Ce sont de petits bateaux, avec en moyenne cinq à dix personnes à bord. L'armée américaine s'en approche, puis, soit avec des drones, soit avec des missiles, elle détruit le bateau en mer, tuant toutes les personnes à bord et le faisant couler ou le réduisant en morceaux. Le président déclare qu'il s'agit de narco-terroristes, autrement dit de trafiquants de drogue, sous une forme ou une autre. Je veux être clair : ici, aux États-Unis, il est illégal de faire du trafic de drogue, ou de beaucoup d'entre elles.

Si on vous attrape en train de faire ça, vous êtes arrêté. Selon la loi américaine, vous avez droit à un avocat. Vous pouvez aller en procès. Vous avez le droit de consulter les preuves, et celui de faire venir des témoins pour votre défense. Si vous êtes reconnu coupable, vous êtes condamné à une peine de prison. Le trafic de drogue n'est pas un crime passible de la peine de mort aux États-Unis. On en a beaucoup, beaucoup de criminalité liée à ça, mais personne n'est exécuté pour ce délit. Alors que là-bas, ces gens sont exécutés... sans avocat, sans jury, sans procès, sans preuve, sans appel, rien du tout. Jusqu'à il y a six mois, si la Marine pensait qu'un bateau était suspect, elle l'arrêtait, montait à bord et l'inspectait.

S'il s'avérait qu'il transportait du matériel illégal, il serait alors remorqué jusqu'à son point de départ, et une procédure judiciaire serait engagée. Quelque chose est devenu nécessaire pour les États-Unis, quelque chose qu'ils n'avaient encore jamais fait, ouvertement en violation du droit international, et ouvertement en violation de leur propre droit. Et en gros, à part quelques rares exceptions, personne ne dit rien. Ça se passe, tout simplement. D'ailleurs, les personnes bombardées sur la côte du détroit d'Ormuz au cours des quarante-huit dernières heures, les Iraniens les présentent comme des pêcheurs dans leurs bateaux. Je pense que c'est extrêmement important, parce que, si on regarde les faits en face, on voit bien que c'est en train de se produire, là, maintenant.

À ma connaissance, aucune procédure n'a été engagée, ni devant nos tribunaux, ni au Congrès, pour arrêter ça. Il y a bien une plainte déposée par les veuves des hommes qui ont été tués sur un ou deux des bateaux. Elles ont pris des avocats et elles avancent dans leur démarche. Je ne sais pas où ça en est. Quoi qu'il arrive, ça prendra des années. Je veux que les gens comprennent que tout ça, c'est une expression d'une colère presque enfantine. Vous ne pouvez pas contrôler le monde comme vous pensiez pouvoir le faire. Vous n'êtes pas la puissance unipolaire que l'effondrement de l'Union soviétique vous a fait croire que vous seriez. Vous ne l'êtes pas. En réalité, vous n'êtes pas si puissants que ça.

On ne peut pas dominer l'Iran, encore moins les grands, la Russie et la Chine. Alors voilà, c'est ça, la colère, l'amertume. On ne se sent liés par rien. C'est la loi de la jungle. Et l'armée, c'est ce qu'il nous reste, pensions-nous, donc on pourrait l'emporter, et on l'emportera, sans être freinés ni par la loi, ni par la tradition, ni par la morale. Non, non, non, non. Écoutez monsieur Hegseth. Ce n'est pas le plus malin du lot, mais il révèle bien l'état d'esprit qu'ils ont là-haut. Ils vont avancer sabre au clair,

coûte que coûte. Le reste du monde doit comprendre, vraiment comprendre à quel point c'est grave, comme expérience. C'est une culture qui n'a pas préparé son peuple à devenir un empire en déclin. Depuis un siècle, elle travaille sans relâche à l'idée que les Américains sont exceptionnels, que nous sommes le peuple choisi de Dieu, encore plus que les Juifs qui le trouvent dans la Bible.

Oui, c'est vraiment ce que nous faisons. Nous apportons la bonté, le christianisme, et tout le reste au monde entier, joliment emballé dans un paquet démocratique. Dernier point que je voudrais souligner : pour l'Europe, ça a été une leçon brutale. Et nous, on s'en fiche. C'est la même leçon qu'on donne au Canada et au Mexique. Aucune de ces choses n'a été une contrainte. Nous sommes un empire, et maintenant, il faut mettre de côté les contraintes pour s'assurer qu'il dure pour toujours. C'est un cri contre son propre déclin. Et à ce moment-là — dernier point, quand même — à ce moment-là, l'Europe a fait quelque chose que je trouve profondément déprimant. Après avoir été giflée par les États-Unis, après qu'on lui a dit que l'alliance était un fardeau, un fardeau à sens unique, que les États-Unis portaient l'Europe depuis tout ce temps — ce qui est absurde — eh bien, après avoir entendu ça, qu'est-ce que les Européens ont fait ?

Ils restent soumis aux États-Unis tout en se fabriquant un ennemi imaginaire contre lequel se battre. Ils ont décidé, après la disparition de l'Union soviétique, devenue un pays capitaliste comme la Russie l'est aujourd'hui, de diaboliser la Russie encore plus qu'avant. Mais enfin, qu'est-ce qu'ils font ? Vous avez attaché votre avenir à un cheval qui ne veut pas de vous, qui vous a déjà donné des coups, et qui prépare des plans dans lesquels vous n'avez aucune place. La blague que j'entends à Washington, c'est que dans l'avenir, l'Europe ne sera plus qu'une distraction touristique. Les gens du monde entier viendront visiter les châteaux de la Loire, les châteaux allemands, les fjords de Norvège, et ainsi de suite. Ce sera devenu sans importance. On vous pousse hors de la scène mondiale. Et pendant ce temps, vous continuez à diaboliser la Russie. C'est un vrai spectacle. Bref, c'est ce que mon article essayait de faire passer.

#Glenn

Eh bien, j'allais dire quelque chose qui m'a fait penser à ce qu'a écrit Emmanuel Todd, l'écrivain français qui avait prédit l'effondrement de l'Union soviétique dès les années soixante-dix. Et je trouvais intéressant que, quand les États-Unis semblaient au sommet de leur puissance, au début des années deux mille, lui affirmait déjà qu'ils étaient en déclin. Il observait tout cela — ce qu'il appelait le micro-militarisme — et cette violence excessive, qu'il voyait comme un signe de déclin déguisé en force. Et aujourd'hui, on ne peut pas s'empêcher de voir ce chaos grandissant, qui semble suivre une trajectoire assez prévisible. Mais je voulais justement vous interroger sur les Européens, parce que je suis content que vous ayez terminé là-dessus.

Comme vous le savez, après la Seconde Guerre mondiale, quand l'Europe s'était littéralement consumée, les Américains ont, en quelque sorte, offert une prolongation de vie au continent. Les États-Unis sont alors apparus comme un empire puissant. Les Européens se sont dit : « Accrochons notre chariot à celui des États-Unis. » Et après la guerre froide, l'objectif, c'était de voir les États-Unis

comme la puissance hégémonique mondiale. L'idée, c'était de transformer cette hégémonie en quelque chose de collectif, celle de l'Occident politique, qui pourrait se tenir sur deux jambes : les États-Unis d'un côté, et l'Union européenne, l'Europe, de l'autre. Les Européens aspiraient, au fond, à atteindre une forme d'égalité de statut avec les États-Unis. Ce n'était pas quelque chose que Washington avait vraiment validé, mais c'était, plus ou moins, l'idée.

Mais alors, que se passe-t-il maintenant que les États-Unis... enfin, ils ne disparaissent pas, bien sûr. Les États-Unis resteront là, une puissance forte, redoutable, une grande puissance. Mais ils ne seront plus ce hégémon mondial qu'ils ont été. Alors, comment voyez-vous les Européens se réorienter ? Quelles sont, selon vous, les trajectoires possibles ? Parce que, moi, j'aurais pensé que l'Europe agirait de façon rationnelle : si les États-Unis ne veulent plus vraiment être présents en Europe, la réaction logique serait de dire, d'accord, dans ce cas, on peut abandonner le système de blocs qui avait fait venir les États-Unis en Europe. On peut, en quelque sorte, dépasser les lignes de division du continent.

Parce que l'Europe ne peut vraiment prospérer et être en sécurité que si l'on reconnaît que le plus grand pays du continent, la Russie, a aussi un rôle à jouer. Mais on fait exactement l'inverse : on affronte les Russes, comme vous l'avez dit, on les diabolise. Et en se mettant à dos la Russie, on devient de plus en plus dépendants des États-Unis, qui, eux, n'ont même pas envie d'être là. Du coup, ils peuvent commencer à imposer aux Européens des accords commerciaux désastreux, à obtenir toutes les concessions qu'ils veulent. Ça ressemble à une impasse. Alors, selon vous, qu'est-ce qui attend l'Europe ? Parce que si elle ne peut pas s'arrimer aux États-Unis pour garder sa pertinence, quelle direction peut-elle prendre ? Est-ce qu'elle va devenir, comme on le dit à Washington, une simple destination touristique ? Ou bien voyez-vous d'autres avenir possibles ?

#Richard Wolff

Voilà ce que je vois. Je pense que le point essentiel à garder en tête, c'est la réaction de von der Leyen quand Trump a menacé, il y a quelques mois, d'augmenter encore les droits de douane, après que la Cour suprême lui a refusé l'usage de cet outil. Il a menacé l'Europe avec de lourds tarifs. Elle est venue à Washington, et ils ont conclu un accord. Les droits de douane ne seraient que de dix ou quinze pour cent, et elle a engagé l'Europe à faire deux choses : acheter, je crois, environ sept cents milliards de dollars de gaz naturel liquéfié sur les prochaines années, et investir à peu près autant — peut-être même un trillion de dollars — aux États-Unis, de différentes manières, au cours des prochaines années. Voilà, ça, c'est ce qu'on appelle un système de tribut. C'est aussi vieux que Mathusalem. C'est quand un pays dominant tire simplement la richesse d'un autre.

Je veux dire, vous pouvez sans doute mieux que moi imaginer ce que ça donnerait, en politique européenne, dans les années à venir, si les dirigeants retiraient d'énormes sommes d'argent de l'économie européenne pour les investir aux États-Unis. À un moment où des mots comme « désindustrialisation » s'appliquent à l'Allemagne, ce serait un vrai spectacle. Je doute qu'un politicien sérieux pense que c'est une position enviable. Donc, le tribut, voilà l'avenir que les États-Unis

réservent à l'Europe. Deuxième point : tout change à cause de la Chine. La Chine oblige à repenser toutes ces discussions. Comme d'habitude, les capitalistes ont une longueur d'avance sur nous. Les grands capitalistes américains intègrent désormais la Chine directement dans leur stratégie. Je connais ces gens-là.

Quand ils se réunissent pour élaborer de grands programmes d'investissement pour les années à venir, la Chine est clairement au premier plan de leurs projets. Où va-t-on installer la production ? Où va-t-on implanter les entrepôts ? Où le marché se développe-t-il ? Et comment on gère tout ça ? Le monde politique, dans cette illusion que nous ne sommes pas un empire en déclin, s' imagine qu'il n'a pas à composer avec la Chine. Il est sans cesse surpris que les Chinois aient fait ceci ou cela. Ils ne font pas attention — les politiques, je veux dire. Les acteurs économiques, eux, sont occupés à conclure des accords. On peut s'en rendre compte avec M. Trump, quand il est allé récemment en Chine. À la dernière minute, il a emmené avec lui le principal dirigeant de NVIDIA, notre plus grand fabricant de puces électroniques. Il n'était pas dans l'avion au départ, mais il a, je crois, rejoint l'appareil en Alaska pour faire ensemble le dernier trajet vers la Chine, afin qu'ils arrivent en même temps.

Pourquoi ? Parce que les États-Unis voulaient qu'il soit là, et lui aussi voulait y être. Parce que c'est essentiel pour NVIDIA de ne pas décevoir ceux qui ont fait grimper le cours de l'action jusqu'aux étoiles, et de reconnaître qu'ils ont maintenant une vraie concurrence venant de Chine. Et M. Trump a dit à M. Xi Jinping — du moins, c'est ce qui a été rapporté — que les États-Unis étaient prêts à lui accorder une licence pour obtenir ces puces avancées produites par NVIDIA. Et, à la surprise générale, Xi Jinping a répondu : non merci, nous les fabriquons désormais nous-mêmes. Voilà, c'est la énième fois que ça se produit. Ils ne sont pas prêts. Les Américains ne sont pas idiots. Il y a quelque chose ici qui perturbe leur logique habituelle.

Je pense que ce qui est arrivé à l'Europe, c'est que vous êtes dirigés — et je pense surtout à Starmer, Macron et Merz, ces trois-là — par des gens qui, comme moi, sont les produits de l'ascension et de l'apogée de l'empire américain. Les Américains ont été dominants, super puissants. Ils ne peuvent pas, comme on dit ici, penser en dehors de ce cadre. Et peu importe combien de fois on leur met le nez dans leurs erreurs en leur disant que c'est fini, ils s'en moquent. Non, non, c'est comme ça que je suis devenu un grand politicien. C'est comme ça que je suis arrivé au palais de l'Élysée. J'ai été un bon, loyal, pro-américain. Starmer, sans aucun doute. Macron, sans aucun doute. Merz, c'est BlackRock. Merz, c'est littéralement un personnage du monde des entreprises américaines. Je pense qu'ils sont tout simplement incapables d'imaginer une autre façon de résoudre les problèmes de l'Europe.

Alors, ils ont trouvé un moyen de garder le pouvoir. Ils vont essayer de compenser la perte de la protection militaire américaine. Toutes les déclarations de Trump... je ne suis pas sûr, vous savez, de l'article cinq du traité de l'OTAN, s'il viendra vous aider ou pas. Du coup, nous, les Européens, on va faire quelque chose sur l'armement, parce que c'est un domaine où on est clairement en retard par rapport aux États-Unis, à la Russie et à la Chine. Moi, je trouve ça insensé. C'est beaucoup trop tard

pour ça. Vous avez été un vassal des États-Unis pendant soixante-dix ans. Vous n'allez pas rattraper ce retard. Vous n'avez pas l'argent. Vous n'avez pas l'argent. Vous n'avez pas la technologie. Vous n'avez pas la base industrielle.

Pendant ce temps, les États-Unis, la Russie et la Chine avancent à toute vitesse, avec bien plus de moyens à mettre dans ce processus que vous. Quelle drôle de stratégie. Mais ça les maintient au pouvoir, si on arrive à en faire une question politique. Comment rendre le réarmement, absurde sur le plan militaire, politiquement nécessaire ? En le diabolisant. Il faut un ennemi terrifiant, écrasant. Et ça fait soixante-quinze ans qu'on apprend aux gens à avoir peur de l'Union soviétique. Bon, aujourd'hui, c'est toujours la Russie. D'accord, petite complication : ce n'est plus l'Union soviétique, mais ça reste la Russie. Donc on peut relancer tout ça. Et on peut faire en sorte que la guerre en Ukraine dure aussi longtemps que possible, jusqu'au dernier Ukrainien, pour que ça reste en une, pour qu'on continue à croire que nous sommes menacés par cette chose-là. Pour moi, c'est ça, le fond du problème.

C'est une manœuvre politique d'un groupe de dirigeants qui refusent d'admettre qu'ils sont sous tutelle. Les Américains sont en déclin. Et soit on l'accepte, soit on met en place un projet qui prétend le contraire. Dernier point. J'ai des amis aux États-Unis qui voient les choses un peu différemment, et qui comparent l'Europe à Israël. Israël aussi est en train de mourir. Ce pays ne peut pas survivre. Israël, c'est une tentative de colonialisme de peuplement arrivée avec quatre siècles de retard. À une époque d'anticolonialisme, ils essaient encore d'étendre leur colonie. C'est absurde. Et ce genre d'absurdité mène au génocide. Ça produit Gaza. Ça produit une militarisation devenue complètement hystérique à ce stade. D'accord. Mais bien sûr, il y a aussi une logique là-dedans.

Quelle est la logique ? La logique, c'est qu'on ne peut survivre que si on fait entrer les États-Unis dans notre programme militaire. Et c'est pareil pour les Européens. Peut-être que, comme me dirait un ami, le but ici, c'est de provoquer un conflit avec la Russie pour forcer l'implication des États-Unis. Un peu comme Israël, qui provoque des conflits dans un pays après l'autre pour amener les États-Unis à intervenir. Ici, beaucoup des conseillers de M. Trump pensent que sa décision d'envahir l'Iran a été prise sous l'influence de M. Netanyahou. Que Netanyahou, persuadé, convaincu, essaie depuis quarante ans de faire entrer les États-Unis dans les guerres du Moyen-Orient, entouré qu'il est d'ennemis.

Et maintenant, ils ont enfin réussi. Alors, les Européens se disent : « Ah, on va le faire avec la Russie, et ça fera réagir les États-Unis, parce qu'ils devront choisir leur camp. » Je me dis — je ne sais pas si c'est vraiment juste ou pas — mais je regarde l'Europe dans laquelle j'ai grandi, avec mon père français et ma mère allemande, et je la vois entrer dans une période de déclin. Et c'est vraiment très triste. Je crois que ce que je ressens le plus, c'est une profonde tristesse. L'Europe ne développe pas la technologie dont elle a besoin pour survivre. Sur le plan militaire, c'est trop tard. Elle doit miser sur sa capacité naturelle à être un ensemble économique et social dynamique. Mais elle ne prend pas non plus les mesures nécessaires pour y parvenir.

Être un retardataire sans envergure dans la course militaire mondiale... quel choix terrible de la part des dirigeants. Je comprends que c'est justifié par la diabolisation de la Russie, mais ça me paraît complètement fou aussi. Les Chinois, eux, ont pris leur décision : la Russie est leur amie. Et les Chinois sont en position d'aider la Russie d'une manière que personne n'aidera les Européens. Et les Européens vont faire ça tout seuls ? De toute façon, ils n'arrivent jamais à se mettre d'accord sur quoi que ce soit. C'est la moitié de leur problème : être éclatés entre tant de pays, de langues et de traditions. Un luxe dont ils ont pu profiter, en partie grâce au colonialisme... celui-là même qui est en train de les faire tomber.

#Glenn

Je pense que, pour les Européens, c'est difficile de vraiment se rendre compte de l'époque dans laquelle ils vivent. Pendant cinq siècles, ils ont cru qu'ils étaient assis à la table, que le reste du monde n'était qu'un échiquier, avec des pièces qu'ils déplaçaient à leur guise. Et aujourd'hui, c'est dur pour eux d'admettre qu'ils n'ont plus de siège à cette table, qu'ils sont devenus, eux aussi, des pièces qu'on déplace. Oui... Vous voyez, je pense que pendant les quatre-vingts dernières années, ils ont quand même réussi à garder une place à la table, grâce à leur partenariat avec les États-Unis. Mais que ce soit à l'époque de la guerre froide, avec deux pôles de puissance, ou après, dans la période hégémonique avec un seul centre de pouvoir, dans les deux cas, les Européens se sont retrouvés dans le camp des Américains dominants.

Et là, ils se sont dit, bon, on est entrés en conflit avec les Russes. Et avec la montée de la Chine, tout doit être vu à travers le même prisme de la guerre froide. En gros, on est l'Occident libéral et démocratique, donc on va s'unir contre l'Est autoritaire, comme si c'était la seule variable. C'est comme ça qu'ils ont simplifié les choses. Je ne pense pas qu'ils réalisent que le monde compte aujourd'hui plusieurs centres de pouvoir. Du coup, ça n'a pas forcément beaucoup de sens pour les États-Unis d'agir ainsi. Pourquoi Washington devrait-elle dépenser autant de ressources en Europe, à un coût qui, au final, ne ferait que rapprocher les Russes des Chinois ? Je ne crois pas que les Américains aient vraiment envie de mettre fin à la guerre en Ukraine.

Je pense qu'ils veulent confier ça aux Européens. Mais encore une fois... je crois que plus les Européens se disent que, s'ils poussent vers une guerre avec la Russie, les Américains finiront par intervenir et que l'Occident politique renaîtra, plus ils se trompent. À mon avis, c'est l'inverse. Plus ils poussent vers la guerre avec la Russie, plus ils se mettent dans une position de faiblesse, de plus en plus dépendants des États-Unis. Et les États-Unis peuvent, en gros, imposer leurs conditions dans le partenariat transatlantique. Ce qui veut dire que les Européens risquent de devenir les nouveaux Ukrainiens — autrement dit, ce serait à eux de se battre jusqu'au bout pendant que l'Amérique regarde ailleurs. Donc non, je pense qu'ils font une énorme erreur.

J'aimerais qu'il y ait au moins un vrai débat en Europe sur la voie qu'on a choisie... et celles qu'on a laissées de côté. Mais encore une fois, il y a un engagement idéologique très fort autour de cette idée qu'on pourrait faire renaître l'Occident politique simplement en diabolisant les Russes. Et je

pense, ironiquement, que si les Européens voulaient vraiment redevenir pertinents, on aurait dû mettre fin aux lignes de division. Parce que si on avait pu coopérer avec la Russie — avec ses ressources, sa souveraineté technologique, son immense territoire, son rôle de corridor de transport — l'Europe aurait pu connaître une nouvelle ère de prospérité. Mais au lieu de ça, on se fait des ennemis du plus grand pays de la famille européenne. C'est une tragédie... et je ne vois pas de voix plus sages émerger. Vous avez un dernier mot avant qu'on conclue ?

#Richard Wolff

Voici une dernière réflexion à ajouter à tout ça. Rien ne reste immobile. Vous le savez, je le sais. Les États-Unis changent aussi de l'intérieur, et c'est très dangereux de ne pas le voir. Je vais vous donner juste deux ou trois exemples. D'abord, le niveau d'inégalité dans ce pays devient complètement incontrôlable. On a littéralement quelques centaines de milliardaires, et les deux tiers de la population vivent dans la détresse économique. Et cette détresse s'aggrave. L'un des plus gros problèmes de Monsieur Trump, c'est que notre culture, au fil du dernier siècle, s'est organisée de telle façon que l'endroit où l'on vit est éloigné de l'endroit où l'on travaille, et les deux sont éloignés de l'endroit où l'on fait ses courses. Et il n'y a pratiquement aucun transport public valable dans quatre-vingt-quinze pour cent du pays. Personne ne les utilise, ni le bus, ni le train.

Nous vivons dans une culture de l'automobile. Et si on a besoin d'une voiture, on se retrouve aujourd'hui face à un problème : ça devient trop cher. Les prix du pétrole explosent, l'essence devient inabordable. Et pourtant, les gens en ont besoin pour aller travailler, pour nourrir leur famille, pour vivre tout simplement. On met les gens sous une pression énorme. Et on voit déjà les signes d'un grand désengagement vis-à-vis des partis républicain et démocrate. Je suis ici, à New York, en train de vous parler. En novembre dernier, nous avons élu un jeune homme barbu, il s'appelle Zohran Mamdani. C'est un socialiste musulman. Franchement, si on m'avait dit il y a deux ans qu'on verrait ça à New York, je vous aurais répondu que vous veniez d'une autre planète.

Ça, ça ne peut pas arriver ici. Pourquoi est-ce que c'est arrivé ? Pourquoi les Juifs de New York — il y a plus de Juifs dans cette ville que dans n'importe quelle autre en Amérique — ont-ils voté pour lui aussi ? Il a dit que si Netanyahu venait à New York, il le ferait arrêter. C'est sa position publique. Et pourtant, les Juifs ont voté pour lui aussi. Pourquoi ? Parce qu'il y a un sentiment d'aliénation, d'amertume face à ce qui se passe, et que tout ça est maintenant amplifié par ce président complètement fou qui, vous savez... Le mot le plus courant pour désigner ceux qui dirigent ce pays aujourd'hui, c'est « la classe Epstein ». C'est comme ça que les gens le voient. Pour eux, ce sont tous des Epstein : des gens sales, laids, violents, misogynes, riches. Vous allez voir de grands changements dans ce pays. De l'agitation, de l'amertume, de l'hostilité... tout ça va aussi façonner beaucoup de choses.

Et les Européens commettent une erreur terrible en ne comprenant pas ça non plus. C'est un exercice extraordinaire d'aveuglement. Nous devenons très autoritaires. Les deux dernières conférences qu'on m'a demandé de donner, dans deux universités différentes ici aux États-Unis,

sans qu'elles se concertent, portaient toutes les deux sur la montée de l'autoritarisme dans ce pays. Sans le savoir, elles réagissent à l'assassinat de ces pêcheurs dont je vous ai parlé il y a quelques minutes. Elles voient bien ce qui se passe. La police privée qu'on appelle ici l'ICE expulse des gens et les maltraite d'une manière qui rappelle, vous savez, la Gestapo. Ce qui, au fond, est exactement ce qu'ils sont.

#Glenn

Personne ne croit qu'ils se limitent aux immigrés en situation irrégulière.

#Richard Wolff

C'est la police personnelle de ceux qui sont tout en haut. Le gouvernement subventionne les entreprises, distribue des contrats de plusieurs milliers de milliards, comme le ferait un pays qui se fige autour d'un petit groupe au sommet. Et tout le monde le sait. Tous les humoristes ont des histoires sur Elon Musk, Jeff Bezos, ou d'autres milliardaires dont on parle sans arrêt. Mais il y a une haine envers eux, qui n'est pas encore politique... mais ça vient. Et ça va tout changer.

#Glenn

Eh bien, merci d'avoir développé certaines de vos idées dans l'article, et même un peu plus. Oui, des temps difficiles nous attendent. Merci encore.

#Richard Wolff

Avec grand plaisir. C'est un vrai plaisir, Glenn, et merci aussi pour tout le travail que vous faites.